

BUDGET DE L'EUROPE

Programme «Marché unique et douane»

SEPTEMBRE 2025

Que propose la Commission?

Construire un marché unique plus efficace pour les citoyens, les consommateurs et les entreprises, soutenu par une union douanière solide qui renforce la sécurité économique de l'Europe.

La Commission européenne propose d'allouer 6,2 milliards d'euros au programme «Marché unique et douane»:

- fusion de quatre flux de financement de l'UE — marché unique, union douanière, coopération dans le domaine fiscal et mesures antifraude;
- mise en commun des financements pour réduire les formalités administratives, supprimer les obstacles et intensifier la coopération entre les administrations nationales.

Pourquoi est-ce une priorité?



Marché unique: une réalisation essentielle pour l'UE, fondée sur la protection des consommateurs, des règles de concurrence équitables, des normes communes, la surveillance, le droit des sociétés et des statistiques fiables, qui permettent d'exploiter son potentiel.



Union douanière: en cours de révision afin de mettre en place un système plus efficace, plus souple et mieux adapté aux défis futurs, de mieux protéger les citoyens contre les produits dangereux, de protéger les intérêts financiers et les entreprises contre la concurrence déloyale et de simplifier les procédures douanières.



Coopération dans le domaine fiscal: des systèmes numériques modernes d'échange de données pour générer des recettes, soutenir la compétitivité et garantir des conditions de concurrence équitables.

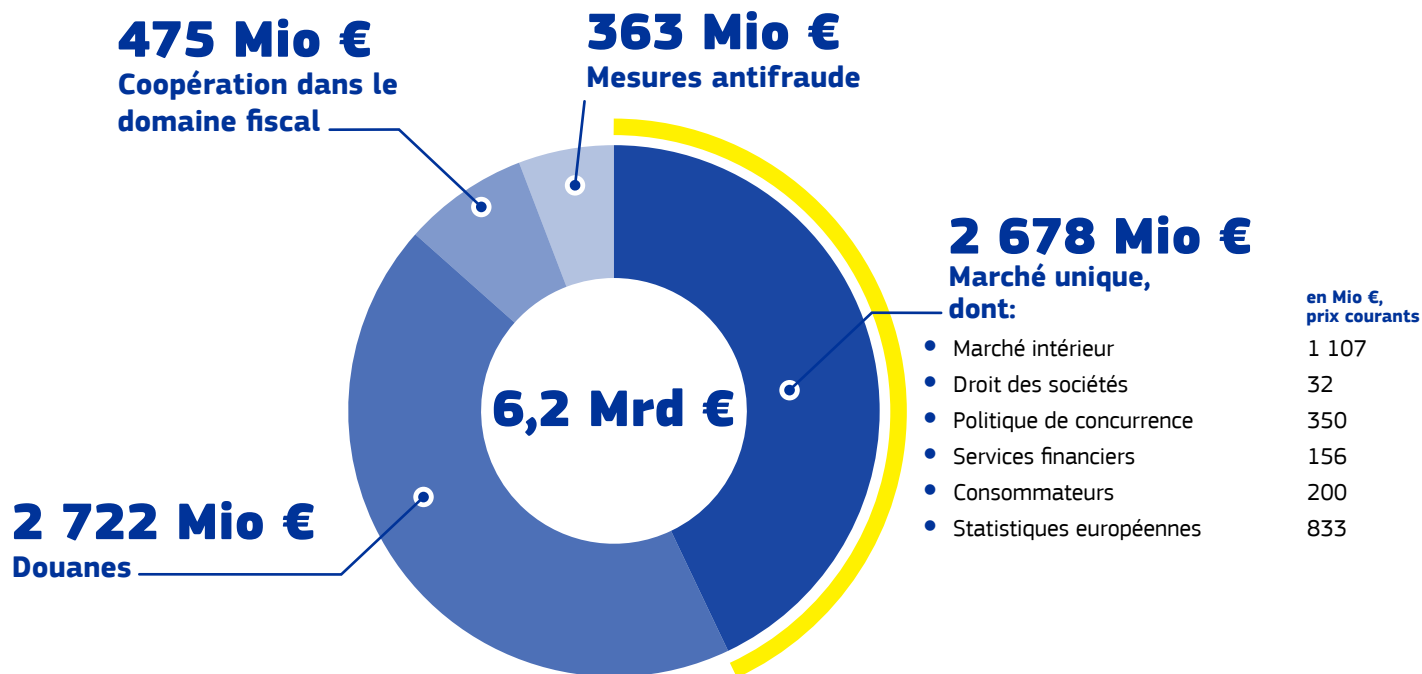


Mesures antifraude: protéger les fonds des contribuables européens grâce à la coopération et à l'optimisation des ressources dans les domaines de la prévention et de la détection des fraudes et de la lutte contre la corruption et d'autres activités illégales.



Des statistiques européennes fiables: des statistiques et des données officielles fiables sont essentielles pour prendre des décisions éclairées et mesurer les effets des politiques de l'UE.

Quelles sont les incidences financières?



Comment le budget va-t-il changer la donne dans ce domaine?

Bénéfices pour les autorités nationales et les parties prenantes:



Des solutions et outils numériques déployés à l'échelle de l'UE.



Un soutien aux travaux politiques et réglementaires.



Un soutien à la coopération en matière de gestion des risques, d'audits et de contrôles conjoints.



Des ressources et outils communs, des statistiques européennes plus détaillées grâce aux technologies numériques pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.



Renforcement des capacités opérationnelles, y compris en matière d'équipements et de formation.